

**PREFET DU CANTAL**

Direction des Affaires Interministérielles  
et de la Mutualisation  
Pôle de la Concertation Publique

**arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-1026 du 2 août 2010**  
**relatif à la mise en place d'un programme de surveillance initiale**  
**dans le cadre de la recherche et de la surveillance de substances dangereuses (RSDE)**  
**dans les rejets aqueux de l'installation de stockage de déchets non dangereux des**  
**« Cramades », exploitée par le Syndicat de Gestion, du Traitement et de la Valorisation des**  
**Déchets du Nord-Est Cantal**

Le préfet du Cantal  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** les articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;
- VU** la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;
- VU** la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQEp) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;
- VU** la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral N°2007-1089 du 23 juillet 2007 autorisant l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Saint-Flour et Andelat par le syndicat de gestion, du traitement et de la valorisation des déchets du Nord-Est du Cantal ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 22 février 2010 ;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 23 mars 2010 ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRETE

### **Article 1 : Objet**

Le syndicat de gestion, du traitement et de la valorisation des déchets du Nord-Est du Cantal, ci-après dénommé l'exploitant, représenté par son président, dont le siège social est situé ZI La Florizane 15100 SAINT-FLOUR, doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire des communes de Saint-Flour et Andelat, au lieu-dit « Les Cramades», les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-1089 du 23 juillet 2007 sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaire», pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles du tableau de l'article 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3

du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-1089 du 23 juillet 2007 à son article 4.2.6 sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-218 du 8 février 2008 répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nom du rejet   | Substances                                    | Périodicité                          | Durée de chaque prélèvement                                   | Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l |
|--|---|--------------------------------------|---|---|
| Lixiviats rejetés dans le milieu naturel : ruisseau le Vendèze | <b>Nonylphénols</b>                           | 1 mesure par mois pendant 6 mois (1) | 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation | 0,1   |
|  | <b>Naphthalène</b>                            |                                      |   | 0,05  |
|  | <b>Nickel et ses composés</b>                 |                                      |   | 10  |
|  | <b>Octylphénols</b>                           |                                      |   | 0,1   |
|  | <b>Arsenic</b>                                |                                      |   | 5   |
|  | <b>Chrome</b>                                 |                                      |   | 5   |
|  | <b>Zinc</b>                                   |                                      |   | 10  |
|  | <i>Benzène</i>                                |                                      |   | 1   |
|  | <i>Cuivre et ses composés</i>                 |                                      |   | 5   |
|  | <i>Diuron</i>                                 |                                      |   | 0,05  |
|  | <i>Isoproturon</i>                            |                                      |   | 0,05  |
|  | <i>Pentachlorophénol</i>                      |                                      |   | 0,1   |
|  | <i>Plomb et ses composés</i>                  |                                      |   | 5   |
|  | <i>Toluène</i>                                |                                      |   | 1   |
|  | <i>Tributylphosphate</i>                      |                                      |   | 0,1   |
|  | <i>Hexachlorocyclohexane ( alpha isomère)</i> |                                      |   | 0,02  |
|  | <i>Mercure et ses composés</i>                |                                      |   | 0,5   |
| <i>Tributylétain cation</i>                                    | 0,02  |                                      |   |   |
| <i>Dibutylétain cation</i>                                     | 0,02  |                                      |   |   |
| <i>Monobutylétain cation</i>                                   | 0,02  |                                      |   |   |
| <i>Trichloroéthylène</i>                                       | 0,5   |                                      |   |   |

(1) : dans le cas de figure où les substances en italique n'auraient pas été détectées lors des trois premières mesures mensuelles réalisées conformément aux conditions techniques décrites à l'annexe 3 du présent arrêté (annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009), leur recherche ne sera pas réalisée lors des 3 mesures mensuelles restantes.

### Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre : un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;

- ✓ l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ; dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;

- ✓ des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- ✓ des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances.
- ✓ des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance; le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

#### **Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- ✓ de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.
- ✓ de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

#### **Article 6 : Publicité**

Un avis sera inséré par les soins de monsieur le préfet du Cantal et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département concerné par l'exploitation.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de Saint-Flour et Andelat pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation

#### **Article 7 : Recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours contentieux est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision est notifiée. Il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

#### **Article 8 : Diffusion**

Une copie du présent arrêté est notifiée à l'exploitant. Ce document doit, en permanence, être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement, par l'exploitant.

#### **Article 9 : Exécution**

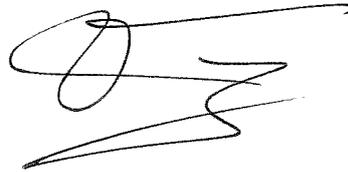
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cantal, Messieurs les maires de Saint-Flour et Andelat, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne, Monsieur l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera adressé également, pour information à :

- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Madame la Déléguée Territoriale du cantal de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Délégué Territorial du Cantal de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail, de l'Emploi.

Fait à Aurillac, le 02 AOUT 2010

Le préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général



Laurent VERCRUSSE

**ANNEXE 1 - Tableau des performances et assurance qualité et attestation du prestataire à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant**  
 (documents disponibles à l'annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeables sur le site internet <http://rsde.ineris.fr/>)

| Famille              | Substances              | Code SANDRE | Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|----------------------|-------------------------|-------------|--|---|
| <i>Alkylphénols</i>  | Nonylphénols            | 1917        |  |   |
|                      | NP1OE                   | 6366        |  |   |
|                      | NP2OE                   | 6367        |  |   |
|                      | Octylphénols            | 1920        |  |   |
|                      | OPIOE                   | 6370        |  |   |
|                      | OP2OE                   | 6371        |  |   |
| <i>Autres</i>        | Tributylphosphate       | 1847        |  |   |
| <i>BTEX</i>          | Benzène                 | 1114        |  |   |
|                      | Toluène                 | 1278        |  |   |
| <i>Chlorophénols</i> | Pentachlorophénol       | 1235        |  |   |
| <i>COHV</i>          | Trichloroéthylène       | 1286        |  |   |
| <i>HAP</i>           | Naphtalène              | 1517        |  |   |
| <i>Métaux</i>        | Plomb et ses composés   | 1382        |  |   |
|                      | Mercuré et ses composés | 1357        |  |   |
|                      | Nickel et ses composés  | 1386        |  |   |
|                      | Arsenic et ses composés | 1369        |  |   |
|                      | Zinc et ses composés    | 1383        |  |   |
|                      | Cuivre et ses composés  | 1392        |  |   |
|                      | Chrome et ses composés  | 1389        |  |   |
| <i>Organoétains</i>  | Tributylétain cation    | 2543        |  |   |
|                      | Dibutylétain cation     | 1771        |  |   |
|                      | Monobutylétain cation   | 2542        |  |   |
| <i>Pesticides</i>    | Diuron                  | 1177        |  |   |
|                      | Endosulfan              | 1200        |  |   |
|                      | Isoproturon             | 1208        |  |   |

<sup>1</sup> : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcanes C10-C13, diphénylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

-  Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)
-  Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)
-  Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)
-  Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>1</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

---

## ANNEXE 2 - Éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances

### Conditions de prélèvement et d'analyses

| Identification l'échantillon | Identification de l'organisme de prélèvement               | Références de prélèvement   | Type de prélèvement   | Cote bernier, cote métrologique ou cétimètre | Nombre de prélèvements pour l'échantillon moyen | Période de prélèvement, date, début | Durée de prélèvement     | Blanc du système de prélèvement | Blanc d'atmosphère | Identification du laboratoire principal d'analyse | Date de prise en charge de l'échantillon par le laboratoire principal | Température de l'analyse par rapport  |
|------------------------------|--|---|---|--|---|-------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------|---|---|---------------------------------------|
| zone libre de texte          | code SANDRE du prestataire de prélèvement, code exploitant | champ texte destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement | liste déroulante (asservi au débit, proportionnel au temps, ponctuel) | code format JJJMM/AAA                        | nombre entier                                   | date (format JJJMM/AAA)             | durée en nombre d'heures | oui / non                       | oui / non          | code SANDRE de l'intervenant principal            | date (format JJJMM/AAA)   | nombre décimal / chiffre significatif |
|                              |  |   |   |  |   |                                     |                          |                                 |                    |   |   |                                       |
|                              |  |   |   |  |   |                                     |                          |                                 |                    |   |   |                                       |

### Résultats d'analyses

| Code SANDRE (liste déroulante des codes source) | Libellé court du paramètre (en lien direct avec code source du paramètre) | Résultat total de l'analyse | Unité Resultat total | Résultat journalier (g/l ou mg/l) | Référence(s) analysée(s) (asservies à la procédure de prélèvement et non à différentes phases) | Numéro dossier accreditation (pour l'analyser si sous-traitance de certains paramètres) | Date de début d'analyse par le laboratoire (format JJJMM/AAA) | Fraction Analyse (Code source 3: Phase aqueuse 23: Eau brute 41: MES brute) | Résultat de la fraction analysée | Unité de la fraction analysée | Incertitude relative (n=2) | Précision de l'analyse (n=2) | Méthode d'analyse (n=2) | Limite de quantification absolue (n=2) | Limite de quantification relative (n=2) | Code renvoi de l'analyse (code 2: analyse non faite, code 1: résultat I.Q., code 0: résultat satisfaisant) | Confirmation (analyse confirmée, analyse unique, Code 1: analyse confirmée, analyse unique, etc.) | Commentaires (autres analyses, problèmes rencontrés, etc.) |
|---|---|-----------------------------|----------------------|-----------------------------------|--|---|---|---|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------|--|---|--|---|--|
|   | debit   |                             | sa/m3                |                                   |  |   |   |   |                                  |                               |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | DOC   |                             | mg/l                 | g/l                               |  |   |   |   |                                  |                               |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | MES   |                             | mg/l                 | g/l                               |  |   |   |   |                                  |                               |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | substance 1   |                             | sa/m3                |                                   |  |   |   | 3   |                                  | µg/l                          |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | substance 1   |                             | sa/m3                |                                   |  |   |   | 41  |                                  | µg/l                          |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | substance 1 total   |                             | µg/l                 |                                   |  |   |   |   |                                  | µg/l                          |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | substance 1ex: Toxane1  |                             |                      |                                   |  |   |   | 23  |                                  |                               |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |
|   | substance 1ex: BDE1   |                             |                      |                                   |  |   |   | 41  |                                  |                               |                            |                              |                         |  |   |  |   |  |

### **ANNEXE 3 - Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

**Cette annexe 3 reprend dans leur intégralité les prescriptions figurant dans l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase d'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), ci-jointe.**

---

